



No Xy Lo

Numéro 19 – Janvier 2012

Sommaire :

- Editorial
- Réforme du Statut: le Conseil précise ses menaces
- L'aveuglement de la Commission face au jeu trouble du Conseil
- Adaptation des rémunérations 2011
- Tout ce que nous avons déjà perdu... et ce que nous n'avons jamais eu
- Concours EPSO et examen blanc (formation) – Training (mock exam)
- Fête du 3 mars au Berlaymont : concert et soirée dansante
- CCR / JRC: des nouvelles d'ISPRA et de Sevilla
- Ecoles européennes : réunion d'information : procédure d'inscription 2011-12
- On écrit à NoXyLo

Toute l'équipe de NoXyLo et d'U4U vous souhaite une année 2012 fertile en succès, en combats réussis et en bonheurs multiples. Elle vous remercie de votre fidélité et de votre soutien aux engagements, aux valeurs et à l'esprit d'U4U.

Pour cette année 2012, les orientations et objectifs prioritaires de U4U sont notamment:

- d'éviter l'aggravation par le Conseil de la proposition de réforme du Statut, présentée par la Commission
- d'obtenir de la Commission qu'elle s'engage à retirer sa proposition en cas d'aggravation par le Conseil
- de préserver les acquis de la négociation, et de garantir leur mise en œuvre
- de tirer le meilleur parti des négociations sur la réforme des carrières, qui vont commencer en février 2012, et d'obtenir des résultats concrets, durables et au bénéfice de tous
- d'affirmer, lors des élections à venir, un pôle syndical citoyen, fondateur, de proximité
- de poursuivre notre ouverture sur l'extérieur, sur les enjeux pour les citoyens européens, sur la réflexion sociopolitique
- de contribuer à renforcer le lien entre tous les personnels des Institutions européennes, afin de défendre et défendre au mieux nos intérêts collectifs et individuels, ainsi que ceux de nos institutions

ÉDITORIAL: UNE ANNÉE COMBATIVE

Le temps, son comptage et son découpage ne sont jamais que des conventions humaines. Minutes, années ou siècles sont parmi les outils créés par l'Homme pour offrir un cadre à la vie en société. C'est aussi le cas des frontières, lois et monnaies. En toute chose, la sagesse invite à ne pas prendre pour une finalité en soi les instruments d'un dessein plus vaste.

En ce début d'année 2012, la multiplication des cérémonies de vœux, sous tous les climats et toutes les latitudes, semble battre tous les records. Loin de rassurer sur le réchauffement des relations humaines, cette tendance collective interpelle quant à sa finalité. S'agit-il de

s'encourager mutuellement, face aux incertitudes d'un début de siècle chaotique? De s'intoxiquer mutuellement quant à la qualité des liens interpersonnels et sociaux? Ou de conjurer le sort face à des abîmes inconnus qui, par-delà les augures risibles de la fin du monde, marqueront très certainement la fin d'un certain monde?

2011 aura été, à bien des égards, l'année des dupes. Alors qu'elle espérait satisfaire le Conseil par sa proposition de réforme du Statut, la Commission s'est livrée, pieds et poings liés, en pâture au jusqu'au-boutisme populiste de nombreux États membres. Pour sa part, le Parlement n'a pas vu, derrière le rideau de fumée d'une crise scénarisée, la montée du risque de renationalisation du projet européen. Le Conseil a remporté ces deux rounds par KO: uppercut droit, la capacité de décision est monopolisée par certains Chefs d'État et de Gouvernement; uppercut gauche, l'intergouvernemental fait un retour triomphant.

Il y a cent ans, l'année 1912 était notamment marquée par le naufrage du Titanic, le début de la première guerre balkanique, l'indépendance de l'Albanie, la fondation de l'African National Congress, la découverte de Néfertiti, la mort de Rudyard Kipling (Tu seras un Homme, mon fils) et La Métamorphose de Kafka.

Puisse l'année 2012 nous éviter les naufrages, voir triompher nos luttes et nourrir notre sagesse collective.

RÉFORME DU STATUT: LE CONSEIL PRÉCISE SES MENACES

Un "Document du Conseil sur le Statut"¹, daté du 15 novembre et préparé par les Représentants au Conseil de 12 États membres, devenus 17 puis probablement 24, précise les intentions destructrices du Conseil et des EM.

Les EM signataires jugent insuffisantes les propositions de réforme de la Commission et la pressent d'aller plus loin... beaucoup plus loin:

- Le Conseil entend diminuer l'allocation d'expatriation à 10% et la supprimer totalement après 10 ans de carrière
- le Conseil demande l'abandon de l'ajustement annuel des salaires ("In most Member States there is no automatic salary adjustment. Instead adjustments are decided according to the economic situation and the affordability of salary increases. This principle should be the same for the EU Institutions."). Si indexation il doit y avoir, utilisation de l'index "Belgium Harmonised Consumer Price"
- le Conseil veut pouvoir, de manière discrétionnaire et sur base de ses considérations politiques, geler voire diminuer le salaire des fonctionnaires
- le Conseil veut une adaptation des pensions inférieure à celle des salaires
- le Conseil veut encore augmenter nos cotisations retraite, avec une diminution supplémentaire des droits annuels
- le Conseil demande un calcul de la pension sur base des revenus moyens sur l'ensemble de la carrière, et non plus du dernier salaire
- le Conseil juge les mesures de transition encore trop avantageuses

¹ ("Contribution from Austrian, Danish, Estonian, Finnish, French, German, Italian, Lithuanian, Latvian, Netherlands, Swedish and United Kingdom delegations to the European Commission concerning the content of upcoming Staff Regulations Review")

- le Conseil demande une augmentation de la "contribution de solidarité" et qu'elle soit appliquée à tous sans exception, y compris aux plus bas revenus, aux retraités et aux bénéficiaires d'indemnités
- le Conseil veut supprimer les garanties de promotion
- last but not least, le Conseil veut priver la Commission de tout pouvoir en matière d'ajustement annuel des salaires (actes délégués)

L'aveu le plus éloquent sur la volonté du Conseil de concentrer tous les pouvoirs est, sur ce point, explicite: "we do not wish to reduce our influence on these issues" ...

L'objectif politique est désormais clair: recentraliser le pouvoir décisionnel au Conseil en affaiblissant la Fonction Publique, au détriment de la Commission d'abord, du Parlement ensuite.

U4U élabore une politique pour répondre à ces menaces, qui comporte plusieurs volets. Nous avons déjà commencé un travail d'information et d'explication auprès des députés européens. Nous agirons au sein du Front Commun pour d'autres actions collectives. Plus d'informations bientôt...

L'AVEUGLEMENT DE LA COMMISSION FACE AU JEU TROUBLE DU CONSEIL

Sous la pression du Conseil, la Commission a rompu les négociations avec les représentants du personnel. Elle fait ainsi semblant de ne pas comprendre que l'attaque frontale du Conseil (et notamment de 17 États membres) vise avant tout à:

- 1) profiter de la crise pour affaiblir la Commission en précarisant la Fonction Publique européenne, et à réintégrer des pans entiers de compétences dans un système intergouvernemental;
- 2) réaliser à bon compte une opération de communication populiste à destination des opinions publiques nationales, à qui sera proposé le même bouc émissaire que d'habitude (nous!);
- 3) cacher que le Conseil n'agit pas à la hauteur des enjeux: que pèsent les 150 millions qui seront économisés chaque année en détériorant gravement nos conditions de travail face à une dette publique de 10.000 milliards d'euros pour l'ensemble des pays de l'UE?
- 4) passer sous silence la situation réelle dans les États membres:
 - a. la durée conventionnelle moyenne du travail dans l'UE est de 38,6 heures (35 heures en France, 37 en Allemagne, au Royaume-Uni, au Danemark, aux Pays-Bas et en Finlande, 38 en Italie, en Espagne et au Portugal, 39 en Irlande, au Luxembourg et en Suède...);
 - b. l'âge réel de départ à la retraite est de 59 ans en France et en Pologne, 60 ans en Italie, 61 ans en Allemagne...
- 5) écarter les propositions alternatives, réalistes et efficaces des OSP (http://www.u4unity.eu/dochtm/TheLink_15.htm), qui permettraient d'économiser bien davantage par un processus de rationalisation qui n'affecterait pas nos conditions de travail;
- 6) préparer peut-être d'autres attaques de même nature, contre les rémunérations des Députés européens, de leurs assistants, etc.

ADAPTATION DES REMUNERATIONS 2012

Si la Commission n'entame pas une action en justice contre le Conseil et obtenir des indemnités de retard, U4U va prendre l'initiative de la proposer aux syndicats du Front Commun. Plus d'infos dans quelques jours, en fonction de ce que la Commission va faire...

TOUT CE QUE NOUS AVONS DÉJÀ PERDU... ET CE QUE NOUS N'AVONS JAMAIS EU

Ce que nous a déjà coûté la réforme de 2004:

- Perte du droit au transfert d'une partie de la rémunération (jusqu'à 35% du traitement de base), avec coefficient correcteur
- Allocation de foyer passée de 5% à 2% plus une somme forfaitaire
- Fin de l'allocation scolaire universelle, qui n'est maintenant plus accordée qu'aux collègues dont les enfants fréquentent une école payante
- Perte de 4 échelons automatiques en échange de promotions soi-disant plus nombreuses, mais dont les taux ne sont mêmes pas respectés
- Non-application du coefficient de carrière supérieur à 1, ce qui n'a pas permis de décrocher, en termes salariaux, les collègues ex-C1, ex-B1, ex-A4
- L'ajout en réalité d'un second prélèvement de crise, car la "suppression" du premier a été compensée par des réductions d'allocations diverses d'un même montant
- Augmentation de l'âge de la retraite de 60 ans à 63 ans, pour les collègues entrés avant 2004 qui n'avaient pas 50 ans ou 20 ans de service
- Fin des coefficients correcteurs capitale

N'oublions pas non plus les avantages qui ont été progressivement supprimés: économat, colis de fin d'année, etc.

Mais le plus grave peut être, la création d'une nouvelle grille de carrière qui mets les collègues en permanence en complétion, ne favorise donc pas la coopération au travail et fait payer la baisse du coût de l'élargissement aux nouveaux collègues post 2004, base de disparités importantes et source de division du personnel.

De plus, la mise en œuvre du nouveau statut s'est fait systématiquement en défaveur des collègues qu'ils soient anciens ou nouveaux

... et ce que nous n'avons jamais eu:

- 13^e voire 14^e mois
- voiture de fonction, frais d'essence
- les années de contributions aux pensions nationales reconnues sur base 1:1, tel que le prévoit le règlement du Conseil no. 1408/71 (NB ce règlement s'applique tous les travailleurs migrants en Europe, c'est un principe consacré par la jurisprudence communautaire, exceptés... les fonctionnaires européens
- ordinateur portable et gsm de fonction
- pas de comité d'entreprise comme en France où les CE reçoivent des fonds pour organiser des activités sociales, sportives, de loisir, de centrale d'achat pour le personnel
- pas de participation aux bénéfices, pas de plan d'achat d'actions de l'entreprise avec abondement...

... et ce que la réforme a coûté aux nouveaux arrivants post 2004:

- deux grades inférieurs d'entrée en fonction soit 25% net d'écart à l'embauche pour un travail identique,
- carrières ralenties,
- perspectives d'accéder aux grades 9, 10 et 11 nulles pour les AST et 12, 13 et au-delà pour les AD
- nombre d'annuités pension rallongées,
- pensions réduite de 30%.

CONCOURS EPSO

Examen blanc pour les tests de présélection AST, le 27 janvier

Suite à nos cours de formation de décembre 2011 pour la préparation des concours AST, nous organisons un "examen blanc" pour préparer la première étape des concours AST 1 et 3 (EPSO/AST/117/11 et EPSO/AST/118/11). Ce cours est organisé par l'US CESE/CdR. Informations et inscriptions: <http://u4unity.eu/trainingFR.htm>

As a complement to the training session on the open competitions AST, we organize a mock exam (dry run) to prepare the first selection phase of AST1 and 3 competitions. More information about this session in English : <http://www.u4unity.eu/training.htm>

Projet d'avis de concours généraliste EPSO/AD/230/12 AD5 et AD7

La CoPar a été saisi du nouveau projet de concours AD qui sera probablement publié au printemps 2012.

Ce projet d'avis prévoit un concours au niveau AD5, avec 208 lauréats et un concours au niveau AD7, avec 72 lauréats.

Au total, il y aurait 280 places sur la liste de réserve.

Ce concours comporte cinq filières: administration publique européenne, droit, audit, communication et relations extérieures.

On peut constater une certaine diminution du nombre de lauréats sur la liste de réserve, en raison notamment de l'anticipation de la diminution des postes budgétaires au 1er janvier 2013 et de la baisse des recrutements. Il s'explique aussi par le fait que pour le concours EPSO/AD/177/10 de 2010, seulement 173 personnes ont été recrutées sur 307; auxquelles il faut ajouter la liste des lauréats du concours AD qui sera bientôt disponible.

La CoParCo doit encore donner son avis, avant qu'EPSO n'adopte ce projet et le publie au Journal Officiel.

Liste de réserve du concours AD 2010 et AD 2011

Les résultats du dernier round de concours AD de 2011 devraient bientôt être rendus publics. La liste de lauréats du concours AD 2010 devrait être prolongée de 6 mois.

ÉLECTION DU COMITÉ DU PERSONNEL DU SEAE: VICTOIRE DE NEAR, LA LISTE SOUTENUE PAR U4U

À l'occasion de l'élection du premier Comité du Personnel du SEAE, la liste NEAR, soutenue par U4U, a obtenu 11 sièges sur 20.

Les élus (et leurs suppléants) sont:

Eneko Landaburu (Noël Kamden)	Viktoria Davydova (Bertrand Soret)
Maria-Anna Maurer (Eugenia Karatari)	Sergio Marinelli (Dirk Buda)
Ugo Sokari-George (Georges Boulanger)	Carole Ory (Marie-Thérèse Berchtold)
Sumeet Thakkar (Christoph Sorg)	Ferninand Kopp (Armand Hounkpe)
Bruno Fievet (Susannah Mavrikis)	Peter Hinteregger (Brunhilde Thelen)
Katarzyna Horemans (Andrés Martínez Recuero)	

Ils sont déjà au travail pour relever les défis du Service Extérieur, soutenir et défendre tous les collègues du SEAE, et mettre en œuvre leurs engagements.

Pour plus d'informations: <http://www.eurotradeunion.eu>

FETE AU BERLAYMONT

3 March 2012 : Festival in the Berlaymont ! Fête le 3 mars 2012 au Berlaymont
Organisée par U4U (Union for Unity) et US CESE/CdR (Unité syndicale)
de 19h à 1h du matin : Concert Olla Vogala, buffet et soirée dansante

Renseignements et inscriptions : <http://www.u4unity.eu/event.htm>

L'AGENDA U4U: RÉUNIONS DÉCENTRALISÉES DANS LES DGS

U4U vient chez vous pour vous rencontrer et discuter avec vous des principaux problèmes auxquels nous sommes confrontés. Vous êtes cordialement invités. Voici les dates : <http://u4unity.eu>

L'AGENDA U4U: FORMATION SYNDICALE

U4U organise des formations syndicales pour ses membres (formations juridiques et informatique). Agenda et inscription ici : <http://www.u4unity.eu/trainingFR1.htm>

JRC / CCR: DES NOUVELLES D'ISPRA ET DE SEVILLA

Le coefficient Varese 2010 a subi une baisse importante et non justifiée entre 2009 et 2010. Les 6 syndicats d'Ispra (R&D, USI, CISL, U4U, CISL, FFPE, SFIE) ont d'abord introduit un article 90 qui a été rejeté par la DG HR. La seule voie restait donc celle d'un recours auprès du Tribunal de la Fonction Publique.

Un recours coûte très cher, et il faut prévoir l'éventualité d'un appel.

Les 6 syndicats d'Ispra ont donc mis sur pied "JRC ISPRA INTERSYNDICALE CC" et ont décidé de lever les fonds de 2 manières:

- une contribution de 1.000 EUR de chaque syndicat
 - une contribution de 100 EUR de chaque collègue souhaitant participer au recours
- U4U s'est associé à cette action légitime.

Le recours a été introduit au TFP le 24 octobre, au nom de 536 collègues. C'est donc déjà un succès de participation et d'engagement.

Par ailleurs, lors des élections à ISPRA de janvier 2012, U4U partage une liste avec R&D et SFE.

Le suivi de cette élection vous sera bien entendu communiqué dans nos journaux.

À Séville, les collègues du Joint Research Centre - Institute for Perspective Technological Studies ont demandé au VP Sefcovic la création d'un Comité Local du Personnel. Cette demande est portée par 102 collègues statutaires et 83 non-statutaires.

U4U soutient également cette demande légitime.

Pour plus d'informations: Maria Paola di Pietrogiamomo, Monique Libeau-Dulos, Hendrikus Van Den Oetelaar, CLP Ispra -Seville Staff Representatives

ECOLES EUROPEENNES

Réunion d'information organisée par l'Association des Parents Crèches et Garderies le 12 janvier 2012 à 12h15

Plus d'information : <http://www.gudee.eu/>

Politique d'inscription aux écoles de Bruxelles et formulaires d'inscription pour la rentrée 2011-12

Ne tardez pas, la procédure débute le 16 janvier Plus d'information : <http://www.gudee.eu/calendrier.htm#inscr>

ON ÉCRIT À NOXYLO

La solidarité, oui, mais une vraie solidarité !

Les gouvernements prennent des mesures de rigueur au nom de la solidarité. Mais avec qui entendent-ils être solidaires?

S'il s'agit d'être solidaires avec ceux qui souffrent d'une crise économique qui à des degrés variés dure depuis plus de vingt ans, oui. Le chômage de longue durée détruit notre tissu social. Il abîme les jeunes qui ne voient plus d'avenir et les plus de cinquante ans qui ne le voient que trop. Il ravage des régions qui perdent leur tissu industriel sans pouvoir espérer le reconstituer, car la plupart des États ont abandonné toute politique industrielle et toute perspective d'amélioration de la situation de l'emploi.

S'il s'agit d'être solidaires avec ceux qui vont cet hiver souffrir de la faim et du froid, oui.

Mais en ce moment même, les gouvernements démantèlent l'aide alimentaire d'urgence qui assurait jusqu'à présent un filet de sécurité, quoique bien insuffisant.

Mais sommes-nous solidaires des cadeaux fiscaux aux plus riches, des dispositions qui permettent aux grandes entreprises d'échapper à l'impôt, des fonds perdus dans le soutien insensé aux canards boiteux de la finance qui, au sens propre, mordent la main de ceux qui les nourrissent? Sommes-nous solidaires des guerres que nous menons à grand frais un peu

partout sur cette planète, des subventions continues aux régimes pourris au nom de la realpolitik? Non!

Nous voulons bien être solidaires, mais ceux qui bénéficieront vraiment de cette solidarité doivent être les plus faibles. Les gouvernements doivent rendre compte, vraiment, de l'emploi des fonds publics. Nous voulons une vraie politique sociale. Nous voulons une vraie politique économique dont l'objectif serait de développer des emplois dignes et pérennes.

Nous refusons une politique qui consiste essentiellement à détruire le tissu social et à désespérer les citoyens. Il est temps de dire non à nos dirigeants. Leur politique est absurde et dangereuse, ils n'ont plus la légitimité suffisante pour nous représenter.

Avec la crise financière provoquée par des banquiers pokéristes nous avons besoin de plus d'Europe et des contrôles plus efficaces des mouvements financiers, d'une législation plus stricte qui contrôle mieux la spéculation sauvage des boursicoteurs. Je vous recommande de voir le film "Inside Job" pour vous rendre compte des pratiques pratiquement maffieuses dans certains milieux de la haute finance.

Lorsque l'on songe aux milliers de milliards d'euros que l'on a trouvés pour soutenir le système financier européen je me demande pourquoi les états membres cherchent cette mauvaise querelle à des fonctionnaires peu nombreux et qui sont indépendants, compétents, permanents et entièrement voués à la défense de la construction de la cathédrale Europe. Je trouve tout à fait immoral de se servir de la presse pour tirer sur l'ambulance. Pourquoi la presse ne dit pas combien l'Europe a rapporté aux citoyens et aux entreprises européennes lorsque nous étions en période de vaches grasses? Combien l'Europe rapporte à la région bruxelloise tous les ans?

Qui a protégé les petits pays contre les appétits voraces de certains grands pays asiatiques?
Qui a protégé les fabricants de voitures européens contre l'invasion des voitures japonaises?
Qui a défendu Airbus contre Boeing?

Sommes-nous responsables lorsque un où des pays trichent avec leurs comptes avec l'aide de grandes banques comme Goldman Sachs et fragilisent la zone euro?

A-t-on déjà dit que les fonctionnaires de l'ONU gagnent 40% de plus que nous?

SOUTENEZ U4U

Grâce au soutien du personnel, U4U est devenu, en à peine deux ans et avec son partenaire pour le personnel hors Union (USHU), la troisième force syndicale.

Pour nous aider à poursuivre notre action, nous vous proposons d'adhérer ou de renouveler votre adhésion.

Le montant de l'adhésion est de 10€(adhésion simple) ou de 60€(adhésion de soutien).

Pour adhérer : <http://www.u4unity.eu/contact.htm> .

Vous pouvez aussi participer à la vie de votre syndicat, envoyer vos contributions au courrier des lecteurs, contacter nos représentants et parler autour de vous de U4U, de son action et de ses engagements.

L'ÉQUIPE NOXYLO / U4U

Éditeur: Georges Vlandas

Rédacteur en Chef: Rubén Mohedano-Brèthes

Rédaction: J.P. Soyer, F. Andreone, R. Marquez García, Agim Islamaj, S. Vlandas, P. Clairet, M. Jacques

Contact / suggestions: contact@eu4unity.eu

UNION FOR UNITY – U4U

Président: Georges Vlandas

Secrétaire à la Communication: Rubén Mohedano-Brèthes

Secrétaires généraux: Jean-Paul Soyer & Rafael Marquez García

Secrétaire à l'organisation: Alain Hubrecht

Our web site

Contact us